



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 8 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
5

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

1112. Περί κυρώσεως τῆς εἰς Ἀθήνας τὴν 1ην Ἀπριλίου 1977 ὑπογραφείσης, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας Συμφωνίας συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἀλιείας καὶ τοῦ συνημμένου εἰς αὐτὴν Πρωτοκόλλου. 1
1115. Περί τροποποιήσεως, ἀντικαταστάσεως καὶ συμπληρώσεως τῆς περὶ Ταμείου Ἀρωγῆς Ὁργάνων Ἀγροφυλακῆς ἐγκυρῶσης νομοθεσίας. 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1112

Περί κυρώσεως τῆς εἰς Ἀθήνας τὴν 1ην Ἀπριλίου 1977 ὑπογραφείσης, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας Συμφωνίας συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἀλιείας καὶ τοῦ συνημμένου εἰς αὐτὴν Πρωτοκόλλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον Πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Ἀθήνας τὴν 1ην Ἀπριλίου 1977 ὑπογραφείσα, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας, Συμφωνία συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἀλιείας καὶ τὸ συνημμένον εἰς αὐτὴν Πρωτόκολλον, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

ACCORD

de coopération en matière de pêche maritime entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie désireux de concrétiser au plus vite leur volonté d'approfondir et de développer leur collaboration exprimée dans l'accord de coopération économique, scientifique, culturelle et technique signé à Athènes le 1er avril 1977, et agissant conformément aux dispositions de l'article 4 dudit accord, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les parties contractantes sont d'accord pour coopérer dans le domaine de la pêche maritime; cette coopération doit viser avant tout la promotion et le développement des activités de pêche en République Islamique de Mauritanie et s'exercera notamment dans le domaine de l'armement à la pêche, le traitement la transformation et la commercialisation des produits de la pêche, la création d'infrastructure portuaires, la construction navale et la recherche scientifique et technique et la formation de cadres et techniciens de la pêche.

Article 2

Cette coopération se fera sous la forme soit d'une exploitation en commun des richesses maritimes de la Mauritanie soit d'une remise à la partie mauritanienne d'un pourcentage à convenir des prises effectuées par les chalutiers grecs soit l'octroi de licences de pêche par la partie mauritanienne soit sous une forme de coopération qui pourrait être convenue par les deux parties contractantes.

Article 3

1. La coopération en matière de pêche entre les deux parties sous une ou plusieurs des formes visées à l'article précédent sera prescrite pour toute la durée du présent Accord au moyen de protocoles annuels, sauf pour la période allant de la date de mise en vigueur du présent Accord jusqu'au 31 décembre 1978 qui sera régie par le Protocole annexé au présent Accord.

2. Trois mois avant l'expiration desdits protocoles, les parties contractantes se consulteront pour conclure le protocole de la prochaine période. Cette consultation pourra également se faire au moyen de la Commission prévue par l'art 5.

Article 4

1. La partie hellénique s'engage à entreprendre les activités de pêche prévues par le présent Accord suivant des méthodes scientifiques afin de préserver d'une manière rationnelle la richesse maritime de la Mauritanie et à procéder auxdites activités dans le cadre des lois et règlements en vigueur dans la République Islamique de Mauritanie.

2. La partie Mauritanienne s'engage à fournir toute l'assistance et les facilités nécessaires aux chalutiers grecs engagés dans lesdites activités de pêche.

Article 5

Afin de faciliter et de suivre l'application de cet Accord et afin d'intensifier la coopération en matière de pêche entre les deux Pays, les parties contractantes conviennent d'instituer une commission mixte composée de représentants des deux Gouvernements.

Cette commission Mixte se réunira au moins une fois par an, alternativement en Grèce et en Mauritanie.

Article 6

Le présent Accord annule et remplace l'Accord de pêche du 28 juin 1974 qui est de la sorte rendue, caduc.

En liquidation définitive des matières en suspens résultant de l'Accord ainsi annulé la partie hellénique paiera à la partie mauritanienne la somme de \$ 500.000 (cinq cent milles doll).

Article 7

Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature sous réserve de ratification. Il est conclu pour une durée de 5 ans à moins qu'il ne soit renouvelé par la suite par les deux parties.

En foi de quoi les sous signés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Athènes le 1er avril 1977 en deux originaux en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie

STAVROS TATARIDIS ABDALLAHI OULD ISMAIL

Secrétaire d'Etat à l'Agriculture

Ministre de Pêche et de la Marine Marchande

PROTOCOLE

Annexé à l'Accord de coopération en matière de pêche maritime entre la République Hellénique et la République Islamique de Mauritanie.

En application de l'article 3 de l'Accord de coopération en matière de pêche maritime qu'ils ont signé à Athènes le 1er Avril 1977, le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie sont convenus de ce qui suit :

Article 1

1. Dans le cadre de la réglementation en vigueur ou à intervenir et sous réserve des conditions ci-après, le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie s'engage à autoriser jusqu'à 25 bateaux appartenant à des armateurs grecs d'un tonnage d'environ 10.000 tonnes le jauge brute à l'exclusion de tout bateau usine à pêche dans les eaux mauritaniennes situés entre le cap Blanc et la limite sud desdites eaux pour la période allant de la date de la signature du présent Protocole jusqu'au 31 décembre 1978.

2. Le Gouvernement Mauritanien s'engage à octroyer des licences de pêche uniquement aux bateaux qui auront été désignés par le Gouvernement hellénique; ce dernier se réserve le droit de révoquer cette désignation à tout moment et sans motivation et de remplacer les bateaux retirés par d'autres ayant des caractéristiques identiques, après en avoir informé les autorités mauritaniennes.

3. Lesdits bateaux seront repartis comme suit :

a) Les bateaux jaugeant jusqu'à 4 % tjb seront autorisés à pêcher à partir des 3 milles marins des lignes de base,

b) Les bateaux jaugeant entre 400 et 800 tjb seront autorisés à pêcher à partir de 6 milles des lignes de base,

c) Les bateaux jaugeant plus de 800 tjb seront admis à partir de 12 milles marins des lignes de base.

Article 2

L'octroi de licences de pêche par le Gouvernement mauritanien s'effectuera sous conditions suivantes :

1. Redevance de 200 doll. tjb an versés par les armateurs grecs intéressés.
2. Embauchement d'une moyenne de cinq matelots mauritaniens par bateau autorisé.
3. Fourniture aux industrie à terre de Nouadhibou de 400 kg/tjb/an des congélateurs autorisés de poisson frais pour traitement industriel.

Cette quantité sera achetée par la partie mauritanienne aux prix courants.

Article 3

1. Les bateaux grecs désignés devront se présenter pour prendre leur licence dans un délai maximum de 45 jours après l'entrée en vigueur du présent protocole. Passée cette période les autorités mauritaniennes seront dégagées de toute obligations vis-à-vis des bateaux retardataires et pourront disposer librement des licences correspondantes.

2. Dans le cas où les bateaux grecs désignés n'atteignent pas le tonnage prévu de 10.000 tjb dans le délai des 45 jours, le Gouvernement mauritanien dans le mesure où la disponibilité de ses eaux le permet pourra octroyer des licences complémentaires à partir du 1er janvier 1978.

Article 4

1. La partie hellénique utilisera des chalutiers à glace pour s'acquitter de son obligation de fournir aux industries à terre de Nouadhibou du poisson frais conformément aux dispositions de l'article 2 paragr. 3.

2. Lesdits chalutiers à glace ne seront pas soumis aux conditions prévues par l'article 2 et ne seront tenus qu'au paiement d'une redevance de 10 doll. tjb/an.

Article 5

1. Le paiement du montant à verser en espèces pour le congelateurs s'effectuera en deux échéances au compte du Trésorier Général de la Mauritanie à Nouakchott.

Le premier versement, correspondant à la période de 1er avril au 31 décembre 1977, sera fait préalablement à la délivrance des licences, le second, correspondant à la période du premier janvier au 31 décembre 1978, au courant du mois de janvier 1978.

2. Le montant de droits de pêche relatifs aux bateaux à glace visés à l'article 4 sera payable à la Trésorerie de Nouadhibou suivant la même périodicité.

Article 6

Si pour une raison autre que le cas de force majeure la quantité de poisson visée à l'article 2 paragr. 3 n'est pas débarquée à Nouadhibou par les bateaux grecs la partie hellénique paiera une pénalité de 100 doll. par tonne de poisson non débarquée.

Article 7

1. Les salaires, indemnités diverses, frais d'assurances, accidents de travail et maladies professionnelles des marins mauritaniens seront à la charge des armateurs grecs.

2. La formation professionnelle de ces marins et leurs différents domaines de spécialisation feront l'objet de consultations entre les armateurs et la Commission technique régionale de Nouadhibou chargée de la supervision de ce type de formation.

Article 8

La partie hellénique s'engage à ravitailler dans la mesure du possible les bateaux bénéficiant de licences de pêche en denrées et ingrédients à partir de Nouadhibou.

Article 9

La partie hellénique s'engage à fournir aux services du Ministère des pêches de la Mauritanie les données statistiques de pêche des bateaux grecs, sur formulaire dont le modèle est délivré par la partie mauritanienne. Ces données seront remises à la fin de chaque année.

Article 10

Les licences de pêche qui seront délivrées pour la période du premier avril au 31 décembre 1977 seront automatiquement renouvelées pour la seconde période du 1er janvier au 31 décembre 1978.

Article 11

Le présent Protocole est valable du 1er avril 1977 au 31 décembre 1978.

Fait à Athènes le 1er avril 1977, en deux originaux en langue française.

Pour le Gouvernement de la République hellénique	Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie
STAVROS TATARIDIS	ABDALLAHI OULD ISMAIL

Secrétaire d'Etat à l'Agriculture	Ministre de Pêche et de la Marine Marchande
-----------------------------------	---

Athènes le 1er avril 1977

Le Secrétaire d'Etat
à l'Agriculture

Monsieur le Ministre,

Au sujet de la date de l'entrée en vigueur du Protocole annexé à l'Accord de coopération en matière de pêche maritime de 1er avril 1977, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en raison des dispositions internes helléniques cette date sera rapportée au jour de l'approbation gouvernementale qui sera faite le plus tôt possible et en tout cas pas plus tard que le 30 avril 1977.

J'ai pris bonne note de l'assurance que vous m'avez donnée d'accorder des dérogations aux conditions stipulées à l'art. 1 paragr. 3 du Protocole concernant les zones de pêches.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

STAVROS TATARIDIS
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
M. ABDALLAHI OULD ISMAIL
Ministre de Pêche et de la Marine Marchande

Athènes le 1er avril 1977

Le Ministre de Pêche et de la Marine Marchande de la République Islamique de Mauritanie.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 1er avril 1977 et de vous informer que je suis d'accord sur son contenu.

Concernant la repartition des bateaux suvantes zones de pêche je tiens à vous informer qu' exceptionnellement les navires d'environ 500 tjb pourront pêcher dans la zone située à partir des 3 milles marines des lignes de base.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

ABDALLAHI OULD ISMAIL
Ministre des Pêches et de la Marine Marchande

S. E. M. STAVROS TATARIDIS
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
de la République Hellénique

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Συνεργασίας εις θέματα θαλασσίας αλιείας μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας.

Η Κυβέρνησις της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνησις της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας, επιθυμούσαι να συγκεκριμενοποιήσουν το ταχύτερον την θέλησίν των όπως έμβασύνουν και αναπτύξουν την συνεργασίαν των, ως αυτή εκδηλούται εις την συμφωνίαν οίκονομικής, επιστημονικής, μορφωτικής και τεχνικής συνεργασίας, υπογραφείσαν εις Αθήνας 1ην Απριλίου 1977 και ενεργούσαι, συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 4 της εν λόγω συμφωνίας, συνεφώνησαν επί των ακόλουθων:

Άρθρον 1.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν να συνεργασθούν εις τον τομέα της θαλασσίας αλιείας ή συνεργασία αυτή, δέον να αποβλέπη κυρίως εις την παραγωγήν και την ανάπτυξιν των αλιευτικών δραστηριοτήτων εις την Ισλαμικήν Δημοκρατίαν της Μαυριτανίας και θα ασκήται ιδία εις τον τομέα εξοπλισμού των αλιευτικών σκαφών, εις την κατεργασίαν, μετατροπήν και διάθεσιν των προϊόντων της αλιείας, εις την δημιουργίαν λιμενικής υποδομής, την ναυπήγησιν και την επιστημονικήν και τεχνικήν έρευναν και εις την δημιουργίαν στελεχών και τεχνικών διά την αλιείαν.

Άρθρον 2.

Η συνεργασία αυτή θα γίνη υπό την μορφήν, είτε μιᾶς συνεκμεταλλεύσεως του θαλασσίου πλούτου της Μαυριτανίας, είτε της απόδοσεως εις την Μαυριτανικήν πλευράν ενός καθορισθησομένου ποσοστού εκ των αλιευμάτων των ελληνικών αλιευτικών σκαφών, είτε της χορηγήσεως άδειών αλιείας υπό της Μαυριτανικής πλευράς, είτε υπό μορφήν συνεργασίας, ή οποία θα ήδύνατο να καθορισθῇ από τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη.

Άρθρον 3.

1. Η συνεργασία εις θέματα αλιείας μεταξύ των δύο μερών υπό μίαν ή περισσότερας των μορφών των σκοπούμενων εις το προηγούμενον άρθρον θα καθορισθῇ δι' ὅλην την διάρκειαν της παρούσης συμφωνίας δι' ἐτησίαν πρωτοκόλλων, πλὴν της περιόδου από της ημερομηνίας δέσεως εν ισχύι της παρούσης Συμφωνίας μέχρι της 31.12.1978, ή οποία θα διέπεται υπό του συνημμένου εις την παρούσαν Συμφωνίαν Πρωτοκόλλου.

2. Τρεῖς μήνες πρό της λήξεως των εν λόγω πρωτοκόλλων, τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα διαβουλεύωνται διά την σύναψιν του πρωτοκόλλου της ἐπομένης περιόδου. Η διαβούλευσις αυτή θα δύναται επίσης να γίνη διά της προβλεπόμενης εις το άρθρον 5 Επιτροπής.

Άρθρον 4.

1. Η Ελληνική πλευρά αναλαμβάνει να ενεργήσῃ τας προβλεπομένας εις την παρούσαν Συμφωνίαν αλιευτικές δραστηριότητας με επιστημονικάς μεθόδους, ώστε να διαφυλαχθῇ κατὰ ὀρθολογικόν τρόπον ὁ θαλάσσιος πλούτος της Μαυριτανίας, και να προβῇ εις τας εν λόγω δραστηριότητας εντός του πλαισίου των νόμων και των κανονισμῶν εν ισχύι εις την Ισλαμικήν Δημοκρατίαν της Μαυριτανίας.

2. Η Μαυριτανική πλευρά αναλαμβάνει την υποχρέωσιν να παρέχῃ πᾶσαν βοήθειαν και τας απαιτούμενας διευκολύνσεις εις τὰ ελληνικά αλιευτικά σκάφη τὰ ὅποια ἀσκούν τας εν λόγω αλιευτικές δραστηριότητας.

Άρθρον 5.

Με σκοπόν την διευκόλυνσιν και την παρακολούθησιν της ἐφαρμογῆς της παρούσης Συμφωνίας και με σκοπόν την ἐντονωτέραν συνεργασίαν εις τον τομέα της αλιείας μεταξύ των δύο χωρῶν, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν ὅπως συσταθῇ μία Μικτή Επιτροπή, ἀποτελουμένη ἀπὸ ἀντιπροσώπων των δύο Κυβερνήσεων.

Η Μικτή αὕτη Επιτροπή θα συνέρχεται τοῦλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους, ἐναλλάξ εις την Ελλάδα και την Μαυριτανίαν.

Άρθρον 6.

Η παρούσα Συμφωνία καταργεῖται καὶ ἀντικαθίστᾶ την Ἀλιευτικὴν Συμφωνίαν της 26 Ἰανίου 1974, ή οποία οὕτω καθίσταται ἄκυρος.

Διὰ τὴν ὀριστικὴν ἐκκαθάρισιν των ἐκκρεμασθέντων αἱ ὁποῖαι προκύπτουν ἐκ της οὕτω καταργουμένης Συμφωνίας, ή Ελληνική πλευρά θα καταβάλῃ εις την Μαυριτανικήν πλευράν τὸ ποσὸν των 500.000 δολλαρίων (πεντακσίων χιλιάδων δολλαρίων).

Άρθρον 7.

Η παρούσα Συμφωνία τίθεται εν ισχύι ἀπὸ της ἡμέρας της υπογραφῆς της ὑπὸ την ἐπιφύλαξιν της κυρώσεώς της. Συναπτεται διὰ μίαν περίοδον 5 ἐτῶν, ἐκτὸς ἐάν ἀνανεωθῇ εν συνεχείᾳ ὑπὸ των δύο μερῶν.

Εἰς πίστωση των ὁποίων οἱ ὑπογεγραμμένοι, θεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ἀπὸ των ἀντιστοίχων Κυβερνήσεων των, ὑπέγραψαν την παρούσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Αθήναις τῇ 1ῃ Ἀπριλίου 1977, εις δύο πρωτότυπα εις τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
της Ελληνικής Δημοκρατίας τῆς Ισλαμικής Δημοκρατίας
της Μαυριτανίας

(ὕπογραφή)

Σταῦρος Ταταρίδης
Υφυπουργὸς Γεωργίας

(ὕπογραφή)

Ἀμπταλαχί Οὐλντ' Ἰσμαήλ
Υπουργὸς Ἀλιείας και
Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Συνημμένον εις την Συμφωνίαν συνεργασίας εις θέματα θαλασσίας αλιείας μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας.

εις ἐφαρμογὴν τοῦ άρθρου 3 της Συμφωνίας συνεργασίας εις θέματα θαλασσίας αλιείας την ὁποίαν ὑπέγραψαν εις τὰς Αθήνας τὴν 1ην Ἀπριλίου 1977, ή Κυβέρνησις της Ελληνικής Δημοκρατίας και ή Κυβέρνησις της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας συνεφώνησαν ἐπὶ των κάτωθι:

Άρθρον 1.

1. Εἰς τὰ πλαίσια των εν ισχύι ή μελλόντων να ισχύουν νόμων και ὑπὸ την ἐπιφύλαξιν των κάτωθι ὄρων, ή Κυβέρνησις της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας ἀνα-

λαμβάνει να επιτρέψει εις μέχρι 25 πλοία ἀνήκοντα εις Ἑλληνας ἐφοπλιστάς, ὀλικῆς χωρητικότητος 10.000 κόρων περίπου —ἐξαιρέσει τῶν πλοίων ἐργοστασίων— νὰ ἀλιεύουν εις τὰ Μαυριτανικά ὕδατα μεταξὺ τοῦ Λευκοῦ ἀκρωτηρίου καὶ τῶν νοτίων ὁρίων τῶν ἐν λόγῳ ὑδάτων, διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου μέχρι τῆς 31.12.1978.

2. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Μαυριτανίας ἀναλαμβάνει νὰ χορηγήσῃ ἀδείας ἀλιείας μόνον εις τὰ πλοία ἐκεῖνα, τὰ ὅποια θὰ ὑποδειχθῶν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως· ἡ τελευταία αὕτη θιατρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακαλῇ τὴν ἐγκρισίν της ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν καὶ ἀνευ αἰτιολογίας καὶ νὰ ἀντικαθιστᾷ τὰ ἀνακληθέντα πλοία δι' ἄλλων, ἐχόντων τὰ αὐτὰ χαρακτηριστικά, ἀφοῦ ἐνημερώσῃ σχετικῶς τὰς Μαυριτανικὰς ἀρχάς.

3. Τὰ ἐν λόγῳ πλοία θὰ καταμετρηθῶν ὡς ἐξῆς:

α) Τὰ πλοία ὀλικῆς χωρητικότητος μέχρι 400 κόρων θὰ ἔχουν ἀδειαν ἀλιείας ἀπὸ 3 ναυτικά μίλια ἀπὸ τὰς γραμμὰς βάσεως,

β) τὰ πλοία ὀλικῆς χωρητικότητος μεταξὺ 400 καὶ 800 κόρων θὰ ἔχουν ἀδειαν ἀλιείας ἀπὸ 6 ναυτικά μίλια ἀπὸ τὰς γραμμὰς βάσεως,

γ) τὰ πλοία ὀλικῆς χωρητικότητος ἄνω τῶν 800 κόρων θὰ ἔχουν ἀδειαν ἀλιείας ἀπὸ 12 ναυτικά μίλια ἀπὸ τὰς γραμμὰς βάσεως.

*Ἀρθρον 2.

Ἡ χορήγησις ἀδειῶν ἀλιείας ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Μαυριτανίας, θὰ πραγματοποιηθῇ ὑπὸ τοὺς ἀκολουθοῦντας ὅρους:

1. Ὑποχρέωσις πληρωμῆς 200 δολλαρίων κατὰ κόρον ἐτησίως καταβλητέων ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Ἑλλήνων ἐφοπλιστῶν.

2. Πρόσληψις κατὰ μέσον ὅρον 5 Μαυριτανῶν ναυτῶν διὰ κάθε πλοῖον διαθέτον ἀδειαν.

3. Προμήθεια εἰς τὰς βιομηχανίας ἐδάφους τῆς NOUADHIBOU 400 κιλῶν κατὰ κόρον ἐτησίως ὑπὸ τῶν ἐχόντων ἀδειαν καταψύξεως νωπῶν ἰχθύων πλοίων διὰ βιομηχανικὴν χρῆσιν.

Ἡ ποσότης αὕτη θὰ ἀγοράζεται ἀπὸ τὴν Μαυριτανικὴν πλευρὰν εἰς τὴν τρέχουσαν τιμὴν.

*Ἀρθρον 3.

1. Τὰ ὁρισθέντα Ἑλληνικά πλοία ὑποχρεοῦνται ὅπως παρουσιασθῶν διὰ νὰ παραλάβουν τὰς ἀδείας τῶν ἐντὸς προθεσμίας τὸ ἀνώτερον 45 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου. Μετὰ τὴν παρεύλευσιν τῆς προθεσμίας ταύτης, αἱ Μαυριτανικαὶ ἀρχαὶ θὰ ἀπαλλάσσονται ἐναντι τῶν ἐκπροσθέντων πλοίων πάσης ὑποχρεώσεως καὶ θὰ δύναται νὰ διαθέτουν ἐλευθέρως τὰς ἐν λόγῳ ἀδείας.

2. Εἰς τὴν περίπτωσιν, καθ' ἣν τὰ ὁρισθέντα Ἑλληνικά πλοία δὲν θὰ φθάσουν τὴν προβλεπόμενην ὀλικὴν χωρητικότητα τῶν 10.000 κόρων ἐντὸς τῆς προθεσμίας τῶν 45 ἡμερῶν, ἡ Κυβέρνησις τῆς Μαυριτανίας, εἰς τὴν περίπτωσιν, καθ' ἣν ἡ δυνατότης τῶν ὑδάτων της τὸ ἐπιτρέπει, θὰ δύναται νὰ χορηγῇ συμπληρωματικὰς ἀδείας ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1978.

*Ἀρθρον 4.

1. Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ χρησιμοποιοῖ ἀλιευτικὰ πλοία πάγου διὰ νὰ ἐκπληρώσῃ τὴν ὑποχρῶσιν της ὅπως προμηθεύσῃ εἰς τὰς βιομηχανίας ἐδάφους τῆς NOUADHIBOU νωποὺς ἰχθεῖς, συμφώνως πρὸς τὴν διάταξιν τοῦ ἀρθρου 2, παράγραφος 3.

2. Τὰ ἐν λόγῳ ἀλιευτικὰ πλοία πάγου δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπόμενους ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 2 καὶ δὲν θὰ ὑποχρεοῦνται εἰ μὴ εἰς τὴν καταβολὴν 10 δολλαρίων κατὰ κόρον ἐτησίως.

*Ἀρθρον 5.

1. Ἡ πληρωμὴ τοῦ ποσοῦ τοῖς μετρητοῖς ὑπὸ τῶν ἐχόντων ἀδειαν καταψύξεως νωπῶν ἰχθύων πλοίων θὰ πραγμα-

τοποιεῖται εἰς δύο δόσεις εἰς τὸν λογαριασμὸν τοῦ Γενικοῦ Θησαυροφυλακίου τῆς Μαυριτανίας εἰς NOUAKCHOTT.

Ἡ πρώτη δόσις, ἀντιστοιχοῦσα εἰς τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἀπριλίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1977, θὰ πραγματοποιηθῇ πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῶν ἀδειῶν, ἡ δευτέρα, ἀντιστοιχοῦσα εἰς τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1978, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ μηνὸς Ἰανουαρίου 1978.

2. Τὸ ποσὸν τῶν δικαιωμάτων ἀλιείας τῶν ἀφορώντων εἰς τὰ πλοία πάγου τὰ ὅποια προβλέπονται ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 4, θὰ καταβάλλεται εἰς τὸ θησαυροφυλάκιον τῆς NOUADHIBOU μετὰ τὴν αὐτὴν περιοδικότητα.

*Ἀρθρον 6.

Ἐὰν διὰ μίαν αἰτίαν, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως ἀνωτέρας εἰας, ἡ ποσότης τῶν ἰχθύων ἢ προβλεπόμενη ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 3, δὲν ἐκφορτωθῇ εἰς NOUADHIBOU ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν πλοίων, ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ καταβάλῃ ὡς ποινικὴν ρῆτραν 100 δολλάρια διὰ κάθε τόννον μὴ ἐκφορτωθέντων ἰχθύων.

*Ἀρθρον 7.

1. Οἱ μισθοί, αἱ διαφοροὶ ἀποζημιώσεις, τὰ ἐξόδα ἀσφαλίσεως, τὰ ἐργατικά ἀτυχήματα καὶ αἱ ἐπαγγελματικαὶ ἀσθένειαι τῶν Μαυριτανῶν ναυτῶν, θὰ εἶναι εἰς ἐξάρτησιν τῶν ἑλλήνων ἐφοπλιστῶν.

2. Ἡ ἐπαγγελματικὴ κατάρτισις τῶν ναυτῶν τούτων καὶ ἡ ἐξειδικευσίς των εἰς διαφόρους τομεῖς θὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον διαβουλευτέων μεταξὺ τῶν Ἑλλήνων ἐφοπλιστῶν καὶ τῆς Τοπικῆς Τεχνικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς NOUADHIBOU τῆς ἐπιφορτισμένης μετὰ τὴν ἐπίβλεψιν τοιοῦτου τύπου καταρτίσεως.

*Ἀρθρον 8.

Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ὑποχρεοῦται ἐντὸς τοῦ μέτρου τοῦ δυνατοῦ νὰ ἐπισιτίζῃ τὰ ἐπωφελοῦμενα ἀδειῶν ἀλιείας πλοία διὰ τροφίμων καὶ ἄλλων ἐφοδίων ἐκ τῆς NOUADHIBOU.

*Ἀρθρον 9.

Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ὑποχρεοῦται νὰ προμηθεύῃ εἰς τὰς ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Ἀλιείας τῆς Μαυριτανίας τὰ στατιστικὰ στοιχεῖα ἀλιείας τῶν ἑλληνικῶν πλοίων, ἐπὶ ἐντύπου τοῦ ὁποίου τὸ πρότυπον ἔχει ἐκδοθῇ ὑπὸ τῆς Μαυριτανικῆς πλευρᾶς.

Τὰ στοιχεῖα ταῦτα θὰ παραδίδονται κατὰ τὸ τέλος ἐκάστου ἔτους.

*Ἀρθρον 10.

Αἱ ἀδειαι ἀλιείας αἵτινες θὰ ἐκδοθῶν διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἀπριλίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1977, θὰ ἀνανεοῦνται αὐτομάτως διὰ τὴν δευτέραν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1978.

*Ἀρθρον 11.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἰσχύει ἀπὸ 1ης Ἀπριλίου 1977 μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1978.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 1ῃ Ἀπριλίου 1977, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

Ὑπογραφή

Γεωργίας
ΣΤΑΥΡΟΣ ΤΑΤΑΡΙΔΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας
τῆς Μαυριτανίας

Ὑπογραφή

ABDALLAHI AULD ISMAIL

Ὑπουργὸς Ἀλιείας καὶ Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας

Υφυπουργός Γεωργίας

Αθήναι, 1η Απριλίου 1977

Κύριε Υπουργέ,

Αναφερόμενος εις την ημερομηνίαν θέσεως εν ισχύι του συνημμένου Πρωτοκόλλου εις την Συμφωνίαν συνεργασίας εις θέματα θαλασσίας αλιείας της 1ης Απριλίου 1977, έχω την τιμήν να σας πληροφορήσω ότι, λόγω των Ελληνικών εσωτερικών νόμων, η ημερομηνία αυτή θα μετατεθῇ εις την ημέραν έγκρίσεως υπό της Κυβερνήσεως ή όποια θα πραγματοποιηθῇ τό ταχύτερον δυνατόν και έν πάση περιπτώσει όχι άργότερον της 30ης Απριλίου 1977.

Ελάβον υπό σημείωσιν την διαβεβαίωσιν την όποίαν έδώσατε να δεχθῇτε παρεκκλίσεις εις τās υπό του άρθρου 1, παρ. 3 του Πρωτοκόλλου προβλεπόμενες διατάξεις τās άφορώσας εις τās ζώνας αλιείας.

Εύαρεστηθῇτε να δεχθῇτε, Κύριε Υπουργέ, την διαβεβαίωσιν τών πλέον διακεκριμένων αισθημάτων μου.

Υπογραφή
ΣΤΑΥΡΟΣ ΤΑΤΑΡΙΔΗΣ

Υφυπουργός Γεωργίας

K.ABDALLAHI OULD ISMAIL

Υπουργόν Αλιείας και
Εμπορικής Ναυτιλίας

Αθήναι, 1η Απριλίου 1977

Ο Υπουργός Αλιείας και
Εμπορικής Ναυτιλίας της
Ισλαμικής Δημοκρατίας
της Μαυριτανίας

Κύριε Υφυπουργέ,

Έχω την τιμήν να γνωρίσω λήψιν της έπιστολής σας από 1ης Απριλίου 1977 και να σας πληροφορήσω ότι συμφωνώ με τό περιεχόμενό της.

Είς ό,τι άφορᾷ την κατανομήν τών πλοίων συμφώνως πρός τās ζώνας αλιείας, σας πληροφορώ ότι κατ' εξαίρεσιν τὰ πλοία όλικής χωρητικότητας περίπου 500 κόρων θά δύνανται να άλιεύουν έντός της ζώνης της κειμένης από 3 ναυτικά μίλια από τών γραμμών βάσεων.

Εύαρεστηθῇτε να δεχθῇτε, Κύριε Υφυπουργέ, την διαβεβαίωσιν τών πλέον διακεκριμένων αισθημάτων μου.

Υπογραφή
ABDALLAHI OULD ISMAIL

Υπουργός Αλιείας και
Εμπορικής Ναυτιλίας

κ. Σταύρον Ταταρίδη
Υφυπουργόν Γεωργίας της
Ελληνικής Δημοκρατίας

Άρθρον δεύτερον.

Τά εις έκτέλεσιν της υπό του άρθρου 5 της Συμφωνίας προβλεπόμενης Μικτής Επιτροπής καταρτιζόμενα Πρωτόκολλα-Πρακτικά έγκρίνονται διά κοινής Πράξεως τών άρμοδίων Υπουργών.

Άρθρον τρίτον.

Η ισχύς του παρόντος νόμου άρχεται από της δημοσιευσεώς του διά της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως.

Ο παρών νόμος ψηφισθείς υπό της Βουλής και παρ' Ημών σήμερα κυρωθείς, δημοσιευθήτω διά της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως και έκτελεσθήτω ως νόμος του Κράτους.

Εν Αθήναις τῇ 7 Ιανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΓΕΩΡΓΙΑΣ

ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

Μ. ΕΒΕΡΤ

ΑΝΑΠΑΡΩΤΗΣ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΛΙΟΚΡΑΣΣΑΣ

Έθεωρήθη και έτέθη ή μεγάλη του Κράτους σφραγίς.

Εν Αθήναις τῇ 7 Ιανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1115

(2)

Περί τροποποιήσεως, αντικαταστάσεως και συμπληρώσεως της περί Ταμείου Αρωγής Οργάνων Αγροφυλακής ίσχυούσης νομοθεσίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι όμοφώνως μετά της Βουλής, άπεφασίσαμεν:

Άρθρον 1.

Σύστασις — Έθρα — Σκοπός.

1. Τό συσταθέν δύναμει του Ν. 1900/1951 «περί ιδρύσεως του Ταμείου Αρωγής Οργάνων Αγροφυλακής» Ταμείον, μετονομασθέν διά του άρθρου 14 παρ. 2 του Ν.Δ. 4523/1966 «περί συνταξιοδότησεως τών όργάνων της Αγροφυλακής» εις Ταμείον Συντάξεων και Αρωγής Οργάνων Αγροφυλακής, ονομάζεται έφεξής Ταμείον Αρωγής Οργάνων Αγροφυλακής (Τ.Α.Ο.Α.) Τό Τ.Α.Ο.Α. αποτελεί νομικόν πρόσωπον δημοσίου δικαίου, έχει έδραν τās Αθήνας και τελεί υπό την έποπτείαν του Υπουργού Κοινωνικών Υπηρεσιών.

2. Σκοπός του Ταμείου είναι ή, υπό τās προϋποθέσεις του παρόντος, χορήγησις έφ' άπαξ οικονομικής άρωγής εις τούς έξερχομένους της υπηρεσίας ήσφαλισμένους, ή, έν περιπτώσει θανάτου αυτών, εις τās οικογενείας των, κατά τὰ έν άρθρω 6 παρ. 2 όριζόμενα.

3. Η υπηρεσία του Ταμείου διεξάγεται από υπαλλήλους Αγροφυλακής, διακεκριμένους και όργανα, λαμβανόμενους εκ της δυνάμεως τών υπαλλήλων και όργάνων Αγροφυλακής.

Άρθρον 2.

Διαχείρισις κεφαλαίων.

1. Τά κεφάλαια του Ταμείου κατατίθενται επί τόκω εις την Τράπεζαν της Ελλάδος, δύναται δέ και να επενδύωνται και άλλως κατά τās έκάστοτε ισχύουσας διατάξεις περί τρόπου διαθέσεως κεφαλαίων Ν.Π.Δ.Δ.

2. Έκ τών διαθέσιμων κεφαλαίων του Ταμείου και του παρ' αυτώ λειτουργούντος Λογαριασμού Αύτασφαλίσεως Υπαλλήλων Αγροφυλακής (ΛΑΥΑ), κατόπιν αποφάσεως του Διοικητικού Συμβουλίου δύναται να χορηγούνται δάνεια εις τούς ήσφαλισμένους του Ταμείου ή του Λογαριασμού αντίστοιχως, κατὰ τούς έκάστοτε ισχύοντες όρους και προϋποθέσεις τούς καθοριζόμενους υπό της Νομισματικής Επιτροπής.

3. Αί θαπάναι βιοικήσεως και διαχειρίσεως βαρύνουν τό Τ.Α.Ο.Α. και τόν Λ.Α.Υ.Α. αναλόγως του άριθμού τών ήσφαλισμένων έκάστου.

υπό του παρόντος νόμου προϋποθέσεις, δια την απόκτησιν δικαιώματος χρηρηγήσεως ἐφ' ἅπαξ οικονομικῆς ἀρωγῆς.

3. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται διὰ τοὺς ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ παρόντος νόμου καὶ ἐφεξῆς ἐξαρχομένους τῆς ὑπηρεσίας ἡσφαλισμένους.

Ἄρθρον 8.

Ποσὶν ἀρωγῆς.

1. Τὸ ποσὶν τῆς ἐκ τοῦ Τ.Α.Ο.Α. παρεχομένης ἐφ' ἅπαξ οικονομικῆς ἀρωγῆς εἰς τὰς περιπτώσεις τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ παρόντος συνίσταται εἰς πενήκοντα ἑκατοστὰ (50%) τοῦ μισθοῦ τοῦ τελευταίου μηνὸς τοῦ ἀντιστοιχοῦντος εἰς τὸν βαθμὸν ἐξόδου ἐκ τῆς ὑπηρεσίας δι' ἑκάστον ἔτος ἀσφαλίσεως.

2. Τὸ ποσὶν τῆς ἐφ' ἅπαξ οικονομικῆς ἀρωγῆς τῆς περιπτώσεως γ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 6 ὀρίζεται εἰς πενήκοντα ἑκατοστὰ (50%) τοῦ εἰσοδικίου τοῦ τελευταίου μηνιαίου μισθοῦ ἐάν ὁ χρόνος ἀσφαλίσεως εἴη μικρότερος τῶν 20 ἐτῶν.

3. Ὡς μισθὸς διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος νοῦνται ὁ βασικὸς μισθὸς καὶ τὸ ἐπίδομα χρόνου ὑπηρεσίας.

4. Ὡς χρόνος ἀσφαλίσεως διὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ ποσοῦ τῆς ἀρωγῆς νοεῖται ὁ τῆς πραγματικῆς ἀσφαλίσεως, δι' ἣν κατεβλήθησαν ἀσφαλιστικαὶ εἰσφορὰι ὡς καὶ ὁ ἀναγνωρισθεὶς χρόνος προϋπηρεσίας. Ἐφ' ὅσον κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τοῦ χρόνου ἀσφαλίσεως προκύπτει ὑπόλοιπον ἐξ (6) μηνῶν καὶ πλέον, τοῦτο θεωρεῖται ὡς πλήρες ἔτος, ἄλλως παραλείπεται.

5. Διὰ Προεδρικοῦ Διατάγματος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν μετὰ σύμφωνον γνώμην τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμεῖου δύναται νὰ ἀυξομειω- νεται τὸ ποσὶν τῆς ἀρωγῆς τῆς παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναλόγως τῆς οικονομικῆς δυναμικότητος τοῦ Ταμεῖου ἐρε- δομένης ἐπὶ εἰδικῆς ἀναλογιστικῆς μελέτης.

6. Κατὰ τὴν πρώτῃν ἐφαρμογὴν τοῦ νόμου, αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται καὶ ἐπὶ τῶν ἀπχωρούντων τῆς ὑπηρεσίας κατὰ τὴν 31.12.1980.

Ἄρθρον 9.

Ἀναγνώρισις καὶ ἐξαγορὰ προϋπηρεσίας.

1. Οἱ ὑπηρετοῦντες κατὰ τὴν δημοσίευσιν τοῦ παρόντος ὑ- πάλληλοι ἡσφαλισμένοι τοῦ Ταμεῖου, ὡς καὶ οἱ ἐφεξῆς διο- ριζόμενοι, ἔχοντες προϋπηρεσίαν εἰς τὸ Δημόσιον ἢ εἰς Ν.Π. Δ.Δ., ὑφ' οἷανδήποτε ἰδιότητα, ἐφ' ὅσον ἀναγνωρίζεται ὡς συν- τάξιμος κατὰ τὰς ἰσχύουσας διατάξεις ἢ λαμβάνεται ὑπ' ὅψιν διὰ τὴν ἐντάξιν καὶ προαγωγικὴν ἐξέλιξιν, δικαιούνται νὰ ἀναγνωρίζωσιν ὡς χρόνον ἀσφαλίσεως παρὰ τοῦ Τ.Α.Ο.Α. τοιαύτην προϋπηρεσίαν μέχρι 15 τὸ πολὺ ἐτῶν. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται ὅπως ὁ ἐκ τῆς ἀναγνωρισθσομένης οὕτω προϋπηρεσίας ἐκτὸς ἀγροφυλακῆς, μετὰ τῆς ἐν τῇ ἀγρο- φυλακῇ τοιαύτης, χρόνος ἀσφαλίσεως παρὰ τῷ Ταμεῖῳ ὑπερβῇ ἐν τῷ συνόλῳ τὰ 35 ἔτη, οὐδὲ λαμβάνεται ὑπ' ὅψιν ἢ πέραν τῶν 35 ἐτῶν ἀσφάλισις, ἐκ τῆς τοιαύτης προϋπηρεσίας, πρὸς ὑπο- λογισμὸν τοῦ ποσοῦ τῆς καταβληθισμένης ἀρωγῆς.

2. Ἡ ἀναγνώρισις τῆς ἐν τῇ προηγούμενῃ παραγράφῳ προ- υπηρεσίας ὡς χρόνου ἀσφαλίσεως παρὰ τῷ Τ.Α.Ο.Α., ἐνερ- γεῖται δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμεῖου, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἐνδιαφερόμενου, ἐπὶ τῇ καταβολῇ τῆς ἐκάστοτε ἰσχύουσας εἰσφορᾶς ἐπὶ τῶν ἀποδοχῶν ἃς οὗτος λαμ- βάνει κατὰ τὸν μῆνα ὑποβολῆς τῆς αἰτήσεως, δι' ἑκάστον μῆ- να ἀναγνωρίζομένης προϋπηρεσίας.

3. Τὸ ποσὶν τῆς ὀφειλῆς ἐξισφλεῖται εἴτε ἐφ' ἅπαξ ὑπὸ τῶν ἡσφαλισμένων ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως τῆς ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἴτε εἰς μηνιαίας το- κοχρεωλυτικὰς δόσεις καθοριζόμενας ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. ὁ ἀριθμὸς τῶν ὁποίων δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἀναγνωρίζομένων μηνῶν. Τὸ ἐπιτόκιον ἐπιβαρύν- σεως τῆς ὀφειλῆς ὀρίζεται ἴσον πρὸς τὸ κατὰ τὸν χρόνον ὑπο- βολῆς τῆς αἰτήσεως ἰσχύον ἐπιτόκιον τῶν καταθέσεων Ν.Π. Δ.Δ. εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος.

4. Ἡ παρακράτησις ἐκάστης δόσεως ἐνεργεῖται ὑποχρεω- τικῶς ἐκ τῶν ἀποδοχῶν τοῦ ἡσφαλισμένου τῆς παρ' ἣ ὑπηρετεῖ ὑπηρεσίας καὶ ἀποδίδεται εἰς τὸ Ταμεῖον μετὰ τῶν τραπε- κῶν εἰσφορῶν, ἄρχεται δὲ ἀπὸ τοῦ μεθεπομένου τῆς κοινοποιή- σεως τῆς περὶ ἀναγνωρίσεως ἀποφάσεως μηνός.

5. Ἐν περιπτώσει ἐξόδου τοῦ ἡσφαλισμένου ἐκ τῆς ὑπηρε- σίας τὸ ὑπόλοιπον τῆς ὀφειλῆς παρακρατεῖται ἐξ ὁλοκλήρου ἐκ τῆς ἐφ' ἅπαξ οικονομικῆς ἀρωγῆς.

Ἄρθρον 10.

Ἐξουσιοδοτικαὶ διατάξεις.

1. α) Διὰ Προεδρικοῦ Διατάγματος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος, ὁ ΛΑΓΑ συγχωνεύεται εἰς τὸ ΤΑΟΑ, καθοριζομένης καὶ τῆς νέας ὀνομασίας τοῦ Ταμεῖου.

β) Διὰ τῆς συγχωνεύσεως τὸ Ταμεῖον μετατρέπεται καθολι- κῶς διὰδόχος τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τοῦ ΛΑΓΑ.

γ) Ἐπὶ μίαν τριετίαν ἀπὸ τῆς συγχωνεύσεως οἱ ἡσφαλισμέ- νοι τοῦ ΛΑΓΑ ὑπόκεινται εἰς τὰς μέχρι τῆς συγχωνεύσεως ἰσχυούσας διὰ τὸν ΛΑΓΑ εἰσφορὰς, ἀνασπασθέντων δι' αὐ- τοὺς τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ παρόντος νόμου.

2. Τὰ τῆς συνδέσεως, συγκροτήσεως καὶ λειτουργίας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΤΑΟΑ καὶ τῶν ἀρμοδιοτήτων καὶ καθηκόντων τοῦ Προέδρου καὶ τῶν μελῶν αὐτοῦ, ὡς καὶ πᾶ- σα ἐτέρα λεπτομέρεια ἀναγκαῖα διὰ τὴν ὁμαλὴν λειτουργίαν αὐτοῦ, ὀρίζονται διὰ Π. Δ/τος ἐκδιδομένου προτάσει τῶν Ὑ- πουργῶν Προεδρίας Κυβερνήσεως, Οἰκονομικῶν καὶ Κοινων. Ὑπηρεσιῶν.

3. Διὰ Π. Δ/τος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Κοι- νωνικῶν Ὑπηρεσιῶν μετὰ γνώμην τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΤΑΟΑ δύ- νανται νὰ τροποποιῶνται ἅπασαι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος πλὴν, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν κύκλον τῶν ἀσφαλιστέων προ- σώπων καὶ τοὺς πόρους τοῦ Ταμεῖου.

Ἄρθρον 11.

Καταργούμεναι διατάξεις.

1. Πᾶσα διάταξις, ἀντικειμένη εἰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἢ ρυθμίζουσα ἄλλως θέματα διεπόμενα ὑπὸ τούτου, καταργεῖται.

2. Μέχρις ἐκδόσεως τῶν ὑπὸ τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 10 προβλεπομένων κανονιστικῶν πράξεων, ἐφαρμόζονται αἱ ἰσχύ- ουσαι κατὰ τὴν δημοσίευσιν τοῦ παρόντος διατάξεις τοῦ Τα- μεῖου.

Ἄρθρον 12.

Ἐναρξίς ἰσχύος.

Ἡ ἰσχὺς τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος νόμου, ὅπου δὲν ὀρί- ζεται ἄλλως, ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

Μ. ΕΒΕΡΤ

ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΗΣ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ

ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΣΙΑΔΗΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΕΩΣ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΔΑΒΑΚΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ